

Après Donzé-Baume, Simon Et Membrez et Termiboîtes, à qui le tour ?

L'actualité économique récente nous enseigne que deux entreprises jurassiennes ont été rachetées, partiellement à tout le moins, par un puissant groupe industriel.

Même si les très rares commentaires des responsables des entreprises en question se veulent optimistes en matière de garantie d'emplois, ces absorptions ne sont pas des plus rassurantes pour l'économie cantonale. De plus, elles ne répondent à aucune logique économique ou, si c'est le cas, il faudra qu'on nous l'explique.

Par ailleurs, les mêmes entreprises ont pu être aidées antérieurement dans le cadre de la Promotion économique cantonale (prise en charge d'intérêts ou autres formes de soutien).

D'où nos questions :

- 1) Quelle analyse le Gouvernement fait-il de ces "rachats" (Donzé-Baume, Simon Et Membrez, pour ne citer que les cas connus récents) ? N'y a-t-il pas un vrai risque que de telles opérations déstabilisent l'appareil industriel et entraînent ultérieurement des conséquences sur l'emploi ?
- 2) Les entreprises concernées ont-elles reçu des aides par le passé ? Dans l'affirmative, ont-elles remboursé ces aides à l'Etat ? Selon quelles modalités ?
- 3) La décision du peuple jurassien de ne pas cautionner l'achat des anciens bâtiments de Simon Et Membrez a-t-elle influencé la décision de Swatch Group, respectivement encouragé les responsables de Simon et Membrez à céder leur capital-actions ?
- 4) Depuis 10 ans, combien de personnes ont-elles été placées annuellement dans l'entreprise Simon Et Membrez par le biais d'AIT ? Parmi ces aides au placement, combien de contrats ont-ils pu être signés, respectivement combien de durée déterminée, combien de durée indéterminée et combien sont-ils encore en vigueur ce jour ?
- 5) Ce rachat entraîne-t-il une perte de rentrées fiscales pour les collectivités publiques locales ?
- 6) La politique de Promotion économique cantonale ne doit-elle pas être réexaminée à la lumière de tels mouvements ?

Delémont, le 25 avril 2012

Pour CS-POP + Verts

Christophe Schaffter, député

